



Une attaque contre les travailleurs immigrés est une attaque contre tous les travailleurs

Le 18 octobre, le Premier ministre Barnier et le ministre de l'Intérieur Retailleau sont allés faire ami-ami avec deux ministres du gouvernement d'extrême droite italien à la frontière franco-italienne. En ligne de mire : les migrants, auxquels une loi en préparation promet de pourrir un peu plus la vie en France. Mais que cherche exactement le gouvernement français ?

Des mesures criminelles...

Cette loi, annoncée pour 2025, étendra de trois à sept mois la durée maximale de la rétention avant expulsion. Elle pourrait aussi carrément punir le séjour irrégulier de peines de prison. Barnier cherche aussi des pays où les renvoyer, comme Meloni vient de le faire avec l'Albanie même si la justice italienne a déclaré cette déportation illégale. Il y a peu, le Royaume-Uni envisageait d'envoyer les demandeurs d'asile au Rwanda. Pour le gouvernement français, les candidats seraient l'Égypte, l'Irak, le Rwanda, le Kazakhstan... que des dictatures. La France serait prête à leur donner des centaines de millions d'euros par an pour leur sous-traiter l'enfermement des migrants.

L'Italie verse déjà de l'argent à la Tunisie et la Libye, auxquels l'Union européenne ajoute la Turquie. Dans ces trois pays, les migrants sont parqués dans de vrais camps de concentration, d'où ils ne peuvent sortir que pour se faire exploiter dans des

conditions dignes de l'esclavage le plus barbare. Car ces « esclaves » ne coûtant rien à leur maître, ce dernier ne perd rien à les tuer littéralement à la tâche... Et si ça ne suffit pas, des flics ou des militaires les raflent et les larguent en plein désert, sans nourriture, ni abri, ni eau.



... et stupides

Retailleau en veut aussi à l'aide médicale d'État (AME), destinée aux personnes touchant moins de 10 000 euros par an (donc à une minorité de migrants, puisque presque tous travaillent). Elle donne accès à des soins de base. Les médecins dans leur immense majorité soulignent que cette mesure protège toute la société. Laisser sans soins une personne atteinte d'une maladie de la misère telle que la tuberculose, c'est créer les conditions d'une épidémie qui frapperait tout le monde ! Retailleau et Barnier le savent bien, mais ils s'en moquent.

Une haine de classe

Dans tous nos lieux de travail, les usines ou les chantiers du bâtiment, dans les couloirs des hôpitaux ou les cuisines des restaurants, nous sommes de toutes origines. Les machines ou les outils avec lesquels nous travaillons ne font pas de différence entre nous. Alors que les cadences deviennent partout

plus dures, nous sommes obligés de nous serrer les coudes pour tenir.

À l'heure où plus de 180 plans de licenciements se mettent à tomber, comme dans l'automobile en France (MA France, Valeo, Dumarey, Forvia, Bosch...) et dans toute l'Europe (Volkswagen, Ford, Stellantis...), c'est ensemble que la colère peut nous prendre.

Ce ne sont pas les migrants qui menacent nos emplois, mais les capitalistes, la plupart du temps bien français !

Le gouvernement s'apprête à tailler dans les budgets de la Sécurité sociale et des services utiles à la population (éducation, santé, etc.), pour un montant total de 60 milliards d'euros. Il met à contribution les plus riches pour deux petits milliards, mais augmente la taxe sur l'électricité de trois milliards. De quoi, là encore, nous pousser à la révolte.

Taper sur une partie d'entre nous n'est rien d'autre qu'un moyen de nous affaiblir tous. Les macronistes et la droite prétendent que c'est la montée de l'extrême droite qui les contraint à prendre ces mesures. Ils mentent. Cette politique est bien la leur. C'est celle du capital, de ces ultra-riches qui méprisent les travailleurs de toutes les nationalités, et qui désignent ceux qui sont étrangers comme boucs-émissaires, en espérant que cela nous fera oublier où sont nos vrais ennemis. À nous d'apprendre à voir clair dans leur jeu.

Nous ne sommes jamais plus forts que lorsque nous faisons bloc, ensemble !



Déménagement de la DE : une réorganisation à bas bruit

Après avoir fait lanterner les collègues du site de Mouchotte durant quelques semaines, la décision est finalement tombée lors du CSE Réseau IDF du 10 octobre : les agents de la DE toute entière sont concernés par ce projet de déménagement à Saint-Denis sur le site de Campra en 2026. Au delà d'avoir susciter, en vain, beaucoup d'illusions, la décision de regrouper simultanément les agents des deux sites de la direction des Études, Saint-Martin (Paris-Est) et Mouchotte, induit inévitablement une réorganisation des collectifs de travail dans chaque métier, avec toutes les préoccupations et les conséquences que cela peut avoir, que ce soit sur les conditions de travail, comme sur les conditions de vie.



La SNCF promeut le livre de Bardella

A travers sa maison d'édition Fayard, Vincent Bolloré déploie de grands moyens pour la promotion du premier bouquin de son pantin du Rassemblement National, Jordan Bardella.

Une campagne de promotion qui passera, en décembre, en partie par des affichages en gare et sur les quais. Puisqu'elle va prendre son cachet, la boîte fait mine de ne pas voir le problème et plaide une « neutralité » hypocrite.

La même neutralité qui avait été invoquée par la RATP à l'encontre de l'affiche du spectacle de Waly Dia qui avait été censuré, car trop "gauchiste" à son goût ?

La seule politique qui la dérange est celle qui s'attaque à ses intérêts.



Numéro 20 Révolutionnaires vient de paraître !

Demandez-le
à nos militants,
abonnez-vous !



Après les annonces officielles du déménagement de la DE à Saint-Denis, le moment est venu de discuter des suites et de s'organiser !

*Envoyez nous vos
suggestions !*

parisestnpacheminot@gmail.com

**Soutenir
financièrement le
NPA Révolutionnaires**

Pour financer son combat révolutionnaire, le NPA Révolutionnaires ne peut compter que sur le soutien de celles et ceux qui le partagent.